

La voix de l'Opposition de gauche

PSA, place aux traîtres.

C'est la question des fondements du capitalisme qui est posée.

18 juillet 2012

Comment les uns et les autres se placent-ils sur le terrain du capital.

- **CFTC.** "Le ministre a dit qu'on allait se revoir d'ici au 31 juillet pour discuter de l'expertise", a précisé Franck Don (CFTC) qui refuse catégoriquement tout "plan B tant qu'on a pas de détail sur le plan A et l'état financier du groupe".

"On veut connaître l'état de la trésorerie réelle de PSA et si elle nécessite une annonce aussi dramatique et rapide, ce sera la base des discussions à venir", ajoute-t-il.

(Dès lors qu'ils acceptent un plan, qu'il se nomme A, B, C, je vous fais grâce des 23 lettres suivantes de l'alphabet, ils ont mis le pied à l'étrier, la capitulation/trahison est en route. - Ndlr)

- **CFE-CGC.** Pour la CFE-CGC, il est "hors de question qu'on donne un avis le 25 juillet (lors du prochain comité central d'entreprise, ndlr). On va nommer un expert, et, avec l'expertise de Sartorius, cela va donner des éléments concrets pour estimer la crédibilité de ce plan", a expliqué Anne Valleron, déléguée centrale.

(Même remarque, comme dans un cas comme dans l'autre leur expert manquera d'impartialité, ils auront fait naître un faux espoir chez les travailleurs qui en ressortiront abattus ou démoralisés, c'est leur objectif. - Ndlr)

- **CGT.** "On ne peut compter que sur nous mêmes", a réagi Jean-Pierre Mercier, délégué CGT, "les salariés vont devoir se mobiliser".

(Un de ces jours, alors qu'une partie étaient déjà partie en grève illimitée, une fois brisé ce début de mobilisation spontanée, après s'en être remis au gouvernement, il va leur proposer des actions bidons. - Ndlr)

Pour la CGT, l'objectif est "zéro licenciement, les licenciements ne sont pas négociables", et "pas de fermeture d'usine", car "il n'y a aucune justification économique".

En annonçant 8.000 suppressions de postes, "PSA a mis la barre très haut pour obtenir ce qu'ils veulent. On va s'en tirer peut-être avec 6.000, 4.000, et cela ne nous satisfera pas", ajoute M. Mercier.

(La messe est dite, 4.000, 6.000 peut-être 8.000, le reste, du baratin de capitulard. - Ndlr)

- **La direction.** Pour l'heure, M. Varin a réaffirmé mardi que la fermeture était inévitable. "Nous avons examiné toutes les alternatives", explique-t-il dans un entretien au Monde.

"On ne peut pas avoir des usines qui tournent à la moitié de leur capacité, et ceci à long terme, alors que le marché européen s'est rétréci de 25% en cinq ans", avance-t-il.

PSA est particulièrement touché par la baisse du marché européen, son premier débouché, car "44% de la production du groupe est française", rappelle-t-il. Le groupe paye en partie son patriotisme économique, estime encore M. Varin. (AFP 17.07)

Anarchie dans la production, surproduction mondiale, concurrence féroce entre capitalistes sur fond de coût du travail le plus bas possible pour que les actionnaires empochent des profits les plus élevés possible, c'est bien le capitalisme dans ses fondements qui est en cause. Soit on s'y attaque pour l'abattre, soit on se prosterne et on se couche devant. C'est l'un ou c'est l'autre, on ne peut pas avoir un pied de chaque côté de la barricade, à chacun de choisir son camp.

Manipulation sémantique. L'équilibriste Thibault à la manoeuvre.

Le secrétaire général de la CGT Bernard Thibault estime mardi qu'il faut "*maintenir*" l'usine PSA d'Aulnay, que le constructeur prévoit de fermer d'ici 2014, une condition, selon lui, pour avoir un plan d'aide à la filière "*à la hauteur*".

"Si on ferme (Aulnay), on ne peut pas avoir un plan à la hauteur de la filière" automobile, a estimé sur Europe 1 le responsable CGT en appelant à "*revoir la philosophie générale du plan de PSA*".

"On ne peut pas parler de l'avenir de l'industrie qui reste sur une pente vertigineuse, avoir un gouvernement qui dit vouloir prendre le taureau par les cornes et qui annonce un plan si on ferme une usine automobile", a déclaré M. Thibault.

Si l'usine d'Aulnay (Seine-Saint-Denis, 3.000 salariés) est fermée, "*on ne peut pas avoir un plan à la hauteur de la filière*", a ajouté le secrétaire général de la CGT.

M. Thibault a souligné que pour un emploi dans la construction automobile, il y a "*trois emplois induits par cette activité*".

"*Quand on ferme une usine, on y revient pas*", a ajouté le leader de la CGT. (AFP 17.07)

Si cela pouvait être vrai des dirigeants syndicaux, cela nous soulagerait !

"*Maintenir l'usine*", cela ne veut pas dire en l'état, Varin, Hollande, Montebourg sont sur le même registre, lisez ou relisez leurs dernières déclarations pour le vérifier par vous-même. Quel industriel et actionnaires sont prêts à reprendre cette usine et ses 3 000 salariés en comptant les intérimaires ? Réponse : aucun. Ce que comprend Thibault mais ne peut pas avouer, c'est que leur "*philosophie générale*" leur interdit, elle a pour vocation l'accumulation du capital, le profit, et non assurer la survie d'un prolétariat dont ils n'ont rien à foutre.

Ce qu'ils ne veulent pas comprendre ou refusent d'admettre, c'est que lorsqu'en sortie de chaîne le même véhicule coûte quelque 1.000 euros en moins en le faisant fabriquer en Roumanie ou en Pologne plutôt qu'en France, l'usine située en France doit donc disparaître. L'usine d'Aulnay doit fabriquer 450.000 voitures d'ici sa fermeture programmée en 2014, multipliez 450.000 voitures par 1000 euros et vous aurez la somme que les actionnaires vont perdre soit 450.000.000 d'euros.

Mettez-vous un instant à leur place, il y a de quoi enrager, surtout qu'ils perdent déjà beaucoup plus en maintenant une production en France, ils pourraient aussi décider de fermer la totalité des usines automobiles de ce pays, pas seulement PSA, mais Renault aussi. Pourquoi pas ?

Donc la question qui est posée n'est pas celle du protectionnisme ou de produire autrement, mais de mettre fin au capitalisme dont la logique est purement financière ou se résume aux profits que les actionnaires se partagent.

D'où le mot d'ordre de grève illimitée avec occupation, expropriation de la famille Peugeot et des actionnaires, cette usine doit continuer de produire des voitures pour satisfaire les besoins de la population une fois confisquée par l'Etat ouvrier qui par le biais de sa banque centrale (une fois les banquiers expropriés et la rupture avec la BCE consommée) en assure le financement.

Si maintenant on refuse de se situer dans la perspective de la rupture avec le capitalisme comme le font les syndicats cités plus haut, il ne leur reste plus qu'à accompagner la lente agonie du capitalisme français qui correspond à une descente aux enfers pour les travailleurs. C'est l'un ou c'est l'autre, le socialisme ou le capitalisme.

Un gouvernement ouvrier aurait le contrôle sur les importations et les exportations, de ce fait, ne serait importer en France que les voitures que l'on ne fabrique pas et qui correspondraient à un réel besoin, si celui-ci existe. Autrement dit, on commencerait à produire en fonction des véritables besoins de la population et non plus pour engraisser une bande de rentiers assoiffés d'argent et de pouvoir...